

Les changements de règles électorales

A. Troupel

Depuis le début des années 2000, de nombreuses lois ont modifié les règles régissant les élections nationales (législatives et surtout sénatoriales), locales (municipales, intercommunales, départementales, régionales) et européennes.

Qu'est-ce qu'une règle électorale ?

Très techniques, paraissant relever essentiellement du juridique, ces lois sont pourtant éminemment politiques dans leurs enjeux et leurs effets.

Parfois substantiels, parfois mineurs, ces changements peuvent porter sur :

- Le cadre de l'élection (délimitation de la circonscription)
- La durée du mandat
- Le mode de scrutin (scrutin majoritaire à un ou deux tours, proportionnelle, scrutin mixte..)
- Les modalités de renouvellement de l'assemblée (par tiers, par moitié ou intégral)
- Les seuils (de qualification pour le 2^{ème} tour, pour fusionner, pour être admis à la répartition des sièges), etc.

→ Ils peuvent aussi porter sur les caractéristiques des candidats (âge minimal) ou sur la répartition entre les genres (parité).

→ En fonction des choix opérés, les résultats des élections peuvent différer et le profil des élus amenés à siéger également.



Les changements de règles électorales

Circonstances/contextes de production et d'adoption d'une nouvelle réforme électorale

Analyse des stratégies déployées par les différentes forces politiques, les arguments mis en avant, ceux qui leurs sont opposés, décisions du Conseil constitutionnel...

Leurs effets sur le déroulement des élections (*structuration de la compétition...*)

Augmentation ou non du nb de compétiteurs, profils des candidats, modalités de campagne (durée, supports utilisés...).

Leur appropriation par les candidats/les formations politiques

Leurs effets sur la sociologie des élus

Leur présentation (et les réactions suscitées) dans les médias et sur les différents réseaux sociaux

Ex : discours relayé pour PLM, sur la suppression du seuil dans les communes de moins de 1000 hab., sur le conseiller territorial, sur la proportionnelle...

Quelques ex de sujets :

- Les élections dans des communes de moins de 1000 hab.
- La parité en 2026 dans les communes et intercommunalités
- La féminisation des assemblées intercommunales avant 2026
- Les élections législatives partielles depuis juin 2024